

MAIRIE



BIRON

12, rue La Carrère  
64300

N° 13/2018

**ARRÊTÉ FIXANT LE RÉGIME INDEMNITAIRE DE  
Mme Christine PEREIRA  
PORTANT ATTRIBUTION D'UNE INDEMNITÉ LIÉE AUX  
FONCTIONS, AUX SUJÉTIONS ET A L'EXPERTISE (IFSE)**

Le Maire de la Commune de Biron,

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,
- Vu la délibération en date du 7 Décembre 2017 décidant l'instauration du RIFSEEP,
- Vu l'arrêté ministériel en date du fixant les montants de référence de l'IFSE,
- Considérant que Mme Christine PEREIRA, adjoint technique 2<sup>ème</sup> classe, contractuelle à temps non complet sur un emploi permanent, peut bénéficier du régime indemnitaire,
- Considérant qu'elle exerce les fonctions d'agent d'entretien des locaux, classée dans le groupe de fonctions C2, appartenant à la catégorie C de la filière technique.

**A R R Ê T É**

**ARTICLE 1er** - À compter du 26 mars 2018, le régime indemnitaire de Mme Christine PEREIRA est fixé comme suit :

Cadre d'emplois	Fonctions	Nature de la prime	Montant annuel à verser
Adjoint Technique	Entretien des locaux	IFSE	600 €

**ARTICLE 2è** - Cette indemnité est accordée en fonction de l'encadrement, de coordination, de pilotage, de conception, de technicité, d'expertise, ou de qualifications nécessaires à l'exercice des fonctions. Elle est susceptible d'évolution sur simple décision de l'autorité territoriale.

**ARTICLE 3è** - Cette indemnité sera versée mensuellement.

**ARTICLE 4è** - En application des dispositions de l'article R 421-1 du Code de Justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de PAU dans le délai de 2 mois de la notification à l'intéressé.

**ARTICLE 5è** - Le Maire est chargé de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée.

Fait à Biron, le 26 mars 2018

Le Maire,

Jacques CASSIAU-HAURIE

